

Jacques VARIENGIEN

Psychologue – psychothérapeute

Vienne 38

La République laïque n'est pas un dispositif thérapeutique

Il n'y aurait pas de problème notable en France avec la laïcité, dixit des observateurs patentés. Alors ses observateurs font partie du problème. Comme ce sont des gens intelligents dont je ne doute pas de la bonne foi, c'est que (1) nous avons un sérieux différend dans la définition même de la laïcité, et je tenterai de vous faire partager ce que je perçois de l'esprit de la laïcité ; et que (2) il y a une confusion dans une stratégie qui se prétend un dispositif thérapeutique. Je vous proposerai (3) à partir de ce qui précède d'analyser quelques difficultés actuelles.

Le pouvoir est dans la définition du problème, car définir un problème ou décrire une réalité c'est induire les solutions. C'est dire que vouloir établir un diagnostic quand on n'a pas le pouvoir est un acte subversif qui nous sera contesté. Mais la démocratie représentative ne doit pas nous condamner au silence ni à l'impuissance.

1 LA LAÏCITÉ A DE L'ESPRIT

Je ne crois pas que les approches juridique ou historique nous apportent une compréhension suffisante et opérante de la laïcité. Je pense que nous devons dégager l'esprit du texte, du mouvement historique, pour mesurer à quelles difficultés nous confrontons certaines personnes, et trouver les bons mots pour l'enseigner et le cas échéant mener le débat contre les opposants de toute nature.

1 . Entre nous, dans l'espace public c'est-à-dire entre personnes qui ne sont pas choisies, pas de référence à des croyances niant la réalité de notre humanité qui doit être reconnue comme une et indivisible.

2 . Ce qui est sacré c'est l'individu, sa vie, sa parole. Avant toute autre considération.

3 . Nous devons nous parler. Nous parler de nos haines, de nos différences, de nos désaccords, mais ne pas nous frapper, car rien ne mérite la destruction de l'autre qui est un autre soi-même.

4 . Le sacré religieux, la pureté et l'impureté sont des conceptions privées qui ne peuvent trouver de déploiement de droit dans l'espace collectif. Elles peuvent y être invitées momentanément.

5 . L'État doit veiller à neutraliser ce qui dans l'espace collectif nie l'unicité de l'humanité, ce qui nie la réalité tangible au profit d'une croyance. Il a ainsi la charge de veiller à ce que les fantasmes individuels n'envahissent pas l'espace collectif.

6 . Nous sommes d'abord définis comme êtres humains dans l'espace public. On ne peut prétendre se faire identifier à une communauté d'idées quelconque comme si c'était une identité génétique.

7 . Nous ne devons pas entretenir de rapport fétichiste à nos idées, nos convictions, nos croyances, dans l'espace collectif.

8 . la laïcité est du côté du temps présent (diachronique) au détriment du temps sacré (synchronique). C'est-à-dire que le présent, et donc le vivant, ne peut être sacrifié au profit des ancêtres, des morts, de leurs représentations. Cette dimension temporelle est la clé de voûte de l'ensemble et il faudrait y consacrer beaucoup plus de temps que je ne vais le faire.

La peau de banane du contexte politique

Il y a de mon point de vue une idéalisation, par la gauche notamment, de toute population visée ou supposément visée par l'extrême droite. Il suffirait d'avoir été victime d'une colonisation, d'un patron, d'un salaud, pour être définitivement victime en tout. Du coup, il y a une véritable course à l'échalote pour être le dernier des stigmatisés. Or la même personne peut être victime dans un domaine et bourreau dans un autre. Elle peut se plaindre d'avoir été colonisée et être soi-même un colon domestique. Elle peut se plaindre d'un management pervers après avoir tenté elle-même de jouer ce jeu. Je parle d'expérience.

Aussi la première posture à adopter pour penser cette situation est de se déprendre de toute identification persistante à une victime du passé, car c'est la condition pour accéder à la perception de la victime actuelle qui est à défendre.

La deuxième posture à adopter est de ne pas hiérarchiser une action par rapport à une autre. Par exemple : on ne pourrait exiger de populations qu'elles soient laïques, ni même en parler, tant que la « société » ne leur rendrait pas justice préalablement. La société devant être elle-même exemplaire avant toute exigence. L'autre exemple qui nous est servi régulièrement : on ne pourrait rien demander aux religions et aux croyants tant que préalablement on ne règlera pas le problème du concordat. En fait, c'est tout bonnement l'argument du voleur qui veut bien arrêter de voler à condition d'être le dernier des voleurs. Je rencontrais ce même genre de raisonnement quand j'intervenais en milieu carcéral auprès de petits délinquants. Ils dormaient donc du sommeil du juste !

Il y a un retournement sidérant de la question par rapport au fait religieux non laïque. La question incessante en forme de revendication est : comment la société doit faire une place aux comportements qui de fait sont non-laïques ? La laïcité devenant l'accusée et l'État sommé de répondre à un cahier de revendications du fait d'une neutralité mal comprise. Alors que la question est et doit rester : comment des individus, quelles que soient leurs options spirituelles qui sont respectées par ailleurs, vont-ils apprendre à se comporter comme des laïques dans l'espace public ? C'est-à-dire que c'est à l'État à apporter aux citoyens le cahier des charges de la laïcité pour faire société.

Les anthropologues, mais aussi les sociologues les psychologues et les psychanalystes, ont montré que ce qui fait société ce ne sont pas les droits, ce sont les interdits collectifs. La difficulté dans une société de droit comme la nôtre, libérale, est de ne pas se dégager de tous les interdits, car ils sont notre ciment. Je rappelle ici comment certains milieux anarchistes, libéraux et libertaires, font alliance avec les revendications communautaristes et religieuses. Mais pour que ça nous tienne au corps comme un solide plat de pâtes, encore faut-il que ces interdits soient clairement énoncés.

Cependant une difficulté demeurera *in fine* dans toute décision concernant le comportement des hommes : comment ne pas guider la vie de l'autre ? Comment ne pas faire son bonheur malgré lui ? Comment permettre à chacun de vivre sa vie, à sa manière ? Mais il faudra rajouter résolument, tout en faisant société ! Sinon il suffit de laisser les clés à Ayn Rand et ses héros méritants, à Mme Thatcher pour qui la société ça n'existe pas, aux libertariens... et aux marchands.

Si les mots ont un sens : Dieu n'existe pas

Une évidence pour beaucoup : « *la laïcité se garde de savoir si l'énigmatique et hypothétique personnage de Dieu existe...* »¹ Et bien, je crois qu'il faut s'arrêter sur cette affirmation, car elle est

¹ Pierre Dharréville dans un livre dont je ne partage pas les analyses *la laïcité n'est pas ce que vous croyez*

déterminante pour comprendre ce qu'est l'esprit de la laïcité et la difficulté dans laquelle cela nous met par rapport à certaines revendications religieuses.

Si nous prenons l'étymologie du verbe : exister². Du latin *existere* « sortir de », « se manifester, se montrer », former de *ex* « hors de », et de *sistere* « être placé ». Exister « avoir une réalité ». Nous sommes confrontés à une drôle de conséquence. Dieu n'existe pas au sens où il n'a pas de réalité démontrable, il n'est accessible que par la foi. Aucun des événements observables ne peut être attribué logiquement, à coup sûr, scientifiquement, à Dieu. Merci les Lumières pour le cadeau³.

Il est recevable de dire « *Dieu existe... pour moi* », la condition est bien de rajouter « *pour moi* ». C'est ça la liberté de conscience. C'est-à-dire que je fais un lien intime de causalité entre des événements et Dieu, mais il n'est pas recevable, de dire « *Dieu existe. Point.* » Ceci n'empêche pas de penser que Dieu est ; le langage n'empêche rien de cet ordre et la laïcité ne proclame rien de cet ordre non plus.

En toute logique nous pouvons établir la convention qui n'est pas décisive pour autant « *Dieu(x) et ses saints n'existent pas... quand on est entre personnes de bonne volonté dans l'espace public* ».

Ce qui doit faire référence entre nous, le lien a minima, c'est le raisonnement plutôt que le credo. Visiblement, c'est difficile à assumer.

En psychanalyse, nous disons que l'Inconscient existe, car il y a un certain nombre de manifestations humaines qui ne peuvent s'expliquer que par l'existence de l'Inconscient freudien ; nous savons que si l'on ouvre un cerveau on ne trouvera pas l'Inconscient. Nous pouvons dire aussi que l'Australie existe même sans y être allée, car les témoignages que nous en avons attestent de son existence matérielle. En revanche, aucun témoignage ne peut faire preuve de l'existence d'aucun dieu.

Les Lumières ont affirmé par la laïcité que l'on ne se déterminait pas dans le débat public par un credo, analysé comme un sacrifice de sa pensée et de son libre arbitre, mais par l'usage de sa raison, la logique, la science. Ce faisant, ils ont inscrit la personne humaine présente, vivante, prioritaire par rapport à toute autre considération. Il faut être clair, l'Égalité qui fonde notre République prend force dans ce concept d'existence matérielle de l'homme et du respect du vivant à laquelle on ne peut pas opposer la croyance en un Dieu(x) immatériel, un concept, des morts.

Chaque individu devient sacré, avant toute autre chose

La laïcité inscrit ainsi l'individu, son corps, sa vie, sa pensée, comme sacrée en désacralisant Dieu(x) dans l'espace public. De ce point de vue la laïcité est une spiritualité⁴. Et dire, comme je l'entends, que les croyants ont gardé le sens du sacré au contraire des athées est un contresens. C'est à une autre sacralité à laquelle nous accédons avec la laïcité.

Parenthèse. Il est à noter que ceci remet en question jusqu'au système économique même et certain de poser légitimement la question : le système économique libéral, voire le capitalisme, est-il compatible avec la laïcité ?

J'entends bien que c'est une véritable épreuve pour certains, que nous ne devons pas minimiser, mais le respect de la vie d'autrui passe par ce chemin et tous devraient s'en réjouir au lieu de trouver des moyens d'y échapper. Je rappelle l'autre conception qui a fait obstacle lors de l'établissement de

² Dictionnaire historique de la langue française, Le Robert

³ Guillaume d'Occam nous avait mis sur la voie sans imaginer ce qu'il ouvrait comme chapitre. Voir le roman d'Umberto Eco, *Le nom de la rose*.

⁴ Pour reprendre le terme de Comte-Sponville une spiritualité sans dieu. Mais Yvon Quiniou propose le terme d'intelligence ou préoccupation métaphysique *Athéisme et matérialisme aujourd'hui*.

la déclaration universelle des droits de l'homme : l'individu a des devoirs par rapport à son pays, sa communauté. Droit individuel versus devoir envers le groupe. Opposition repérée par les anthropologues entre le Nous et le Je.

Il ne vous aura pas échappé que certains manifestent d'une manière explosive le mépris haineux dans lequel ils tiennent la vie des autres et leur propre vie. Ils tentent de nous faire rentrer dans le crâne qu'ils ont bien compris le message de la laïcité que l'on peut effectivement entendre comme un message d'amour pour son prochain. C'est peut-être aussi une façon de tenter de faire sortir de leur crâne une idée qui a la force d'attraction d'un trou noir. Il me semble que le message de la laïcité c'est une déclaration d'amour à la vie, à la réalité tangible et un message de défiance adressé à l'imagination, à l'évocation des morts, plutôt qu'un simple message d'amour pour son prochain. On ne peut pas exiger de qui que ce soit d'aimer sauf à reprendre une injonction religieuse, on peut exiger sans être déicide pour autant que cessent les sacrifices humains.

Bien sûr, et cela pose problème, nous savons que c'est une sécularisation du message christique, et qui amène M. Boubakeur à dire que parler d'égalité dans le récent pacte laïque à l'école est une stigmatisation qui vise les musulmans puisque c'est, dit-il un concept qui n'existe pas pour eux. Il aurait dû dire pour les musulmans non laïques, mais ça nous apprend au passage que M. Boubakeur n'est pas laïque contrairement à ce que je pensais.

Mais la sécularisation de ce message religieux, égalité, universalité donc paix, est une prise de guerre précieuse - pour paraphraser ce qui se dit de la langue française dans les ex-pays colonisés - dont nous devons jouir sans culpabilité et sans pudeur.

La parole comme solution

En sacralisant l'individu, la laïcité désigne la parole comme moyen de règlement des conflits. Plutôt que de se frapper, il faut se parler. Quand nous parlons de liberté de conscience, nous pensons que c'est la charge de l'État de garantir les pratiques, mais nous négligeons qu'il s'agit d'une invitation à la parole individuelle raisonnée plutôt qu'à la violence en référence à une croyance. C'est plus que dommage. Et pour faire un bon mot, je dirais que la laïcité ce n'est pas un combat, la laïcité c'est un débat. Cela veut dire que personne ne peut venir avec son credo, avec ses morts et ses ancêtres, dans l'espace public dire que les choses sont figées et qu'elles ne se discutent pas.

Il n'y a pas de droit à l'insulte pour autant, mais exigence forte à utiliser sa parole, ses dessins, au pire des invectives. Tout sauf les coups. Charlie Hebdo n'abuse pas d'un droit ni d'une tolérance, seulement de la patience de certains.

Il y a donc des conséquences lourdes à penser la sacralisation de l'individu comme principe de base. Dire comme le font J. Beaubérot et M. Milton⁵ que « *le discours sur le sens de la vie n'est pas évacué par le régime laïque : c'est que ce discours ne le concerne tout simplement pas !* » est un contresens lourd de conséquences sur leur analyse. Peut-être ne voient-ils pas le sens qu'institue la laïcité parce qu'ils ne le cherchent pas. Curieux d'ailleurs que beaucoup cherchent le sens de la vie dans l'après-vie, c'est-à-dire la mort, tout en nous reprochant une absence de spiritualité ?! Il y a du sens dans tout ce que font les êtres humains parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement. Le terme insensé ne correspond à rien dans la psychologie humaine.

Pur/impur vs propre/sale

Toutes les religions possèdent dans leurs fondations ces concepts de pur et d'impur, mais aussi toutes les sectes et tous les fascismes ! La pureté (la séparation du grain de l'ivraie !) est la base de

⁵ *Laïcités sans frontières*. Seules les frontières religieuses semblent admirables à beaucoup qui ne les mettent pas en débat pour autant.

toutes les pratiques religieuses ou magiques, ce qui ne pose pas de problème quand c'est dans le domaine privé, mais devient catastrophique quand nous les laissons se développer dans l'espace public et politique. Nous n'avons pas le droit de négliger ces aspects que nous savons pourtant repérer (à tort) quand il s'agit de la Marseillaise. Surtout que nous repérons bien dans la droite identitaire la question de la pureté des origines.

La laïcité déclare que ceci ne peut exister entre nous dans l'espace public : les choses sont propres ou sales (et si elles sont sales on les lave) jamais pures ou impures (on ne fait pas appel à un prélat pour les purifier). Si l'on néglige ces dimensions alors l'esprit de la laïcité, et la nature du véritable débat qu'il reste à mener nous échappent complètement.

Je rajoute un tour d'écrou. La laïcité, comme la loi basée sur le droit des individus, contient ainsi les fantasmes, les délires possibles de l'imagination ; elle dit qu'ils ne peuvent servir de base à la vie commune. Et c'est un soulagement, car le fantasme peut tout envahir, d'abord le sujet lui-même, si on ne lui met pas de limites. C'est donc une aide précieuse que la laïcité propose aux individus qui sans elle risquent de se laisser entraîner vers un puits sans fond.

Une jeune femme a fait une fausse-couche et elle dit à son entourage « *j'ai perdu un enfant* ». C'est vrai de son point de vue, mais c'est faux du point de vue collectif. La reprendre c'est mettre une limite à son fantasme, parce qu'un enfant c'est autre chose, ce n'est pas la nier dans sa vérité. N'en déplaise au juge qui a inscrit sur le livret de famille des fœtus non viables.

Le pur et l'impur amènent à questionner la place du sacré religieux. Il est réservé à des lieux ou des manifestations circonscrites. Nul ne peut instituer du sacré à sa guise dans l'espace public. Là encore nous devons demander explicitement aux croyants un effort particulier, celui de ne pas fétichiser leurs représentations privées du sacré. Par exemple on ne peut pas mettre un feuillet de son livre sacré, qui est en vente libre, sur la route et dire que ceux qui marchent dessus les empêchent de pratiquer leur religion. On ne peut pas mettre un tapis de prière dans la rue et dire que le retirer est un empêchement à leur pratique.

À ce titre, dire que le pasteur untel aux USA a brûlé le Coran et que c'est une insulte, c'est reprendre le point de vue religieux. Pour un laïque, le pasteur a brûlé un livre religieux qui est sa possession, et c'est seulement ridicule. Le livre étant en vente libre, il ne l'a pas volé dans une mosquée, il n'a aucun caractère sacré sauf à se laisser envahir par le fantasme fétichiste, j'y reviendrai. Il est impossible brûler un symbole comme le sont Le Coran, ni La Bible ni La Torah bien évidemment, c'est confondre la chose et sa représentation.

Toujours sur cette question de la pureté, avec la demande d'horaires de piscine réservés aux femmes musulmanes et parfois avec changement d'eau. Que des femmes pudiques réclament des horaires séparés, on peut le comprendre et on peut y répondre favorablement parfois, mais surtout pas au nom d'une injonction religieuse et dans une exclusivité confessionnelle, et le personnel ne peut pas être sélectionné en fonction du sexe. Quant à demander que l'eau de la piscine soit changée, car mes enfants la rendent impure en s'y baignant est pour le coup une insulte à caractère fasciste ; et il est surprenant que des honnêtes gens ne mesurent pas la nature de leur demande.

Je me mêle brièvement de ce qui ne me regarde pas. L'accès à la foi ne peut se penser qu'à partir de la liberté de penser et de douter, donc de la perdre. Sous contrainte il ne peut y avoir de foi. Si la laïcité permet sans s'en occuper l'accès à la foi (qui ne l'a pas attendu cependant), peut-être est-il douloureux de penser que toutes les pratiques religieuses n'offrent pas cette possibilité, mais plutôt une soumission à un collectif, une identité.

Le fanatique est celui qui ayant une foi incertaine s'oblige à convaincre ou sacrifie ceux qui doutent pour ne pas accéder à son propre doute. Dommage d'ailleurs que nous ne puissions pas faire la distinction chez les croyants entre ceux qui ont la foi (que la laïcité n'a aucune raison d'angoisser) et

les autres.

La neutralité de l'État n'est pas effacement de l'État

La neutralité de l'État vis-à-vis des religions me semble une idée mal interprétée. Elle ne signifie pas que l'État est neutre vis-à-vis du religieux seulement qu'il n'a pas de préférence entre elles. On devrait dire que l'État n'est pas référencé à une religion plutôt que de dire qu'il est neutre, car c'est faux. En effet, l'État prend parti pour la raison objective contre la croyance et l'obscurantisme, pour l'homme avant Dieu, pour la parole avant la Parole, pour la tolérance contre la violence et l'indifférence, pour la réalité scientifique contre le fantasme individuel ou collectif, pour les vivants avant les morts. C'est tout ce qu'on veut sauf de la neutralité et encore moins de l'indifférence.

La difficulté est de formuler à haute voix la logique suivante : puisque l'État est neutre vis-à-vis de toutes les croyances (la science n'est pas une croyance), alors il a la charge de neutraliser toutes les croyances dans l'espace public. Ceci peut paraître violent, mais il faudra penser que c'est une spiritualité qui n'empêche pas la véritable foi. Vous noterez d'ailleurs que l'Église catholique accepte (acceptait ?) la laïcité de la République comme concept pacificateur qui n'empêche pas l'accès à Dieu via la foi. Beaucoup de catholiques sont restés de fervents laïques j'en suis sûr, comme bon nombre de musulmans et de Juifs le sont devenus également.

La question identitaire

Elle est au cœur du débat. Sans retrancher quelque chose aux aspects identitaires régulièrement relevés, je vous propose une autre entrée.

On sera d'accord j'espère pour dire qu'on ne peut pas renoncer à ce que l'on est, et qu'un État, sauf fasciste, n'a pas à dire comment les gens doivent se définir dans leur for intérieur. Mais il ne s'agit pas de cela réellement avec l'exigence laïque contrairement aux accusations. Il s'agit simplement d'accepter les variations de l'identité, ce qui est une compétence innée chez tout individu. Et si quelqu'un a une foi religieuse, c'est-à-dire s'il ne doute pas de retrouver Dieu en lui, alors ça ne devrait pas poser de problème. Bien sûr en disant cela j'évacue les enjeux de pouvoir et de territoire. Je m'explique, si je me positionne comme laïque pour me définir alors je dirai que je suis d'abord un être humain, ensuite éventuellement un adulte ou un enfant, enfin un homme ou une femme. Dans cette déclinaison de l'identité nul besoin de se définir par son opinion, sa religion, sa couleur de peau. On pourrait dire que ces déclinaisons sont les plus petits dénominateurs communs à l'humanité prise comme un ensemble indivisible. Mais dire que l'humanité est un ensemble ne va pas de soi selon les courants philosophiques ou religieux qui justement catégorisent les individus, les discriminent pour utiliser correctement le terme en vogue. Vous noterez au passage peut-être que le conflit sur le genre porte sur cette identité au sens où pour certains se définir seulement comme être humain suffira (logique libérale poussée à son extrême) quand d'autres disent à l'opposé qu'il ne peut se définir qu'à partir d'une catégorie (au risque de la négation du sujet).

Si je me positionne maintenant d'abord par rapport à la religion, je dirai par exemple que je suis croyant ou non croyant, homme ou femme et enfin adulte ou enfant. Dans cette posture je ne suis pas laïque si c'est dans un espace public avec des gens qui ne sont pas choisis.

Si je me positionne ensuite par rapport à la race je dirai que je suis d'abord d'une couleur, ensuite homme ou femme enfin un adulte ou un enfant. Dans ce cas il est évident que je ne peux pas me prétendre laïque.

Si je me positionne enfin par rapport à mon statut social, je peux dire que je suis d'abord ouvrier ou cadre, riche ou pauvre, puis autre chose. C'est une lecture sociologique qui a son importance.

Aucune définition intime ne peut être fausse, c'est la vérité incontestable du sujet ; en revanche on

ne peut pas être prioritairement et en droit tout à la fois : je ne peux pas être d'abord un être humain et d'abord un croyant et d'abord un homme et d'abord un ouvrier et d'abord un blanc et d'abord un père de famille, etc.

Quand on parle, on varie en fait d'une référence à l'autre et parfois dans la même phrase. Nos identités sont évidemment intriquées et on ne cesse d'être tout cela à la fois. La laïcité demande aux individus de hiérarchiser les identités en fonction des situations, d'en omettre certaines momentanément. Elle ne retranche rien à l'individu au contraire d'autres courants de pensée, elle exige de nous que dans l'espace public chacun se définisse comme un être humain d'abord, c'est-à-dire un citoyen ; mais elle n'empêche pas dans des espaces privés de se déterminer sur un autre mode.

C'est donc un travail d'aller-retour incessant qui est demandé à tous, qui nous est spontané en fait, et que nous devons demander explicitement aux croyants aussi et sans sentiment de faire violence. Lacan disait que l'identité était dans le : qui suis-je là ? C'est-à-dire que l'identité est conditionnée au lieu, à la situation. Sans être son adepte, je souscris complètement à cette proposition.

Laissez votre fétiche à la consigne !

Je ne sais plus hélas qui a prononcé la phrase que j'ai saisie à la volée, c'était dans une émission de France Culture en début d'été 2014, Cultures d'Islam animées par Abdelwahab Medded, de mémoire « *quand le texte dit quelque chose qui n'est pas conforme à la réalité, alors il faut le lire au second degré* ».

Toute la démarche laïque que l'on demande à tous, et donc aux croyants, est là. Simplement. Dans toute son intelligence et toute sa bienveillance. Il n'y a pas véritablement de religions de paix, il faut le dire clairement et reprendre ce qui ânonne cette contre-vérité, il y a des hommes de paix et des hommes de guerre. Tous sont intelligents et tous savent lire les mêmes textes, mais tous ne font pas du second degré.

L'exigence laïque pour un croyant c'est de ne pas fétichiser son texte, son Dieu, sa communauté, son lieu sacré, ses fantasmes, etc.. Ne pas fétichiser ! De l'humour s'il vous plaît ! La réalité tangible de la vie est première ! Ce devrait être facile puisque toutes les religions prétendent faire la chasse aux fétiches et aux idolâtres. Mais beaucoup de croyants ne perçoivent pas qu'ils se comportent comme des fétichistes avec leurs croyances et leurs déclinaisons. On notera que c'est vrai aussi en politique dont le fétichisme des idéologies a fait également quelques millions de morts.

Si l'on ne fétichise pas sa croyance et ses déclinaisons, alors vivre ensemble devient facile ; puisque l'autre qui est présent et vivant et qui passe devant moi est sacré. Sa vie est sacrée, plus que le carré magique que j'avais dessiné imprudemment au sol et qu'il vient de franchir sans même s'en apercevoir, ou volontairement pour tester ma prétention de ne pas être fétichiste comme je le prétends. Ainsi les caricatures ne sont pas des blasphèmes, terme sans objet en laïcité, elles ne sont que des dénonciations du fétichisme religieux qui sévit. Quand les pratiquants cesseront de se comporter en fétichistes, au risque de sacrifices humains, les caricatures cesseront faute de carburant.

Une scène. Une personne dit sa méfiance à l'égard des personnes ostensiblement musulmanes qu'elles rencontrent. Diagnostic : cette personne est islamophobe et/ou raciste, donc elle est le problème et la solution est qu'elle change. Dirait-on la même chose si la première porte des insignes nazis et la deuxième est juive ? Desproges nous a donné un petit cours vite oublié⁶. Je vous propose

⁶ « *N'empêche qu'on ne m'ôte pas de la tête l'idée que pendant la dernière guerre mondiale de nombreux juifs ont eu une attitude carrément hostiles à l'égard du régime nazi* ». On pourrait reprendre le parallèle dans ce débat entre croyants non-laïques et laïques (qu'ils soient athées ou croyants d'ailleurs)

un autre diagnostic : puisqu'on ne sait pas quand on rencontre une personne qui affiche sa religion si elle est laïque ou pas, c'est elle le problème, c'est à elle de signaler que bien qu'elle soit croyante elle est aussi laïque. Et une façon de le faire est de retirer son signe pour signifier qu'elle respecte la loi des hommes en priorité. L'actualité montre bien que nous aurions tort d'être naïfs sur le niveau de haine atteint. On voit bien je trouve l'enjeu du diagnostic et c'est bien le diagnostic qui doit être l'objet du débat. Cela signifie que tant que les représentants des religions n'auront pas déclaré publiquement comment ils admettaient l'esprit de la laïcité, présence à la vie, il sera légitime de se méfier d'un religieux. La balle est dans camp des croyants et c'est à eux d'apporter les solutions et les garanties.

Je pense que ce ne sont pas les signes religieux qui posent problème en eux-mêmes si on ne les fétichise pas, c'est-à-dire s'ils peuvent être retirés, c'est bien le fond. Je pense que l'on peut porter des signes ostensibles et se sentir authentiquement laïque. Et on peut ne pas en porter et ne pas être laïque. Je reçois des femmes voilées qui sont laïques dans l'espace public et des personnes racistes⁷ (de toutes les couleurs) qui donc ne sont pas laïques. Il m'apparaît que la solution c'est bien la manifestation de son adhésion explicite à la laïcité, à sa définition, son esprit.

Pour conclure cette partie

C'est un travail douloureux que nous avons à proposer à tous, et particulièrement aux croyants, mais un travail exaltant, car c'est la proposition d'une élévation vers le respect de la vie et non pas une amputation quelconque d'une partie de son être. Proposition d'élévation n'est pas vraiment le bon terme, je devrais dire une contrainte d'élévation ce qui permet de mesurer combien nous pouvons être pris dans une démarche paradoxale.

Voici de mon point de vue ce qu'est l'esprit de la laïcité. S'il y a quelque chose qui est difficile à surmonter, c'est plutôt à chercher du côté de la blessure narcissique : qu'il est difficile d'avoir eu tort ! Qu'il est difficile de perdre du pouvoir ! De perdre le lustre d'antan ! Certains préféreront la mort, ou la nôtre. Certains préféreront rigidifier leur posture pour s'empêcher de changer. J'appelle cela l'effet cliquet : poser des actes ou des demandes qui nous empêchent de revenir en arrière. Le narcissisme est sauf, soi comme un fétiche, mais pas la vie.

2 LA FRANCE RÉPUBLICAINE N'EST PAS UN DISPOSITIF THÉRAPEUTIQUE

Beaucoup d'observateurs ont glissé en toute sincérité vers une conception anglo-saxonne de la laïcité toute empreinte de laisser-faire. La mondialisation et la langue anglaise véhiculent cette idéologie et je constate chez les étudiants l'impact de cette idéologie. Ainsi à les suivre il faut se préparer à des accommodements raisonnables, donc à cesser d'être laïques au sens français du terme qui tient à l'égalité de chacun devant la loi.

Il y a aussi des observateurs qui ont des convictions religieuses qui les amènent à une certaine indulgence avec les actes non laïques, et leur problème est plutôt : comment faire de la place à la religion dans l'espace public ? Idem pour les députés les sénateurs et les élus d'une manière générale. Présidents et ministres compris. Il ne suffit pas de se déclarer laïque pour l'être. À voir un certain nombre d'initiatives de nos élus, on peut légitimement se poser la question. Des journalistes pourraient mener l'enquête et écrire un article exclusivement sur leurs atteintes à la laïcité ; des associations comme ÉGALE et le Comité Laïcité et République font un travail d'inventaire tous

⁷ Je rappelle que le racisme et la xénophobie sont définis par des actes discriminatoires et non pas par des pensées ou opinions qui sont de la liberté intime de chacun, et donc pas condamnables.

azimuts indispensable.

Il y a aussi une particularité chez les hommes politiques que je n'ai retrouvés dans aucun article à ce jour. Dans leur bonne volonté, leur bienveillance à l'égard de la population, leur esprit de tolérance et leur évident respect de la dignité humaine, ils glissent d'une posture de représentants de la loi à une posture d'écoute et de médiation de type psychologique. En fait ils font preuve d'une indulgence qu'ils pensent thérapeutique et ils confondent tolérance et indulgence. Ceci se fait avec un projet implicite que je qualifierai de thérapeutique voire psychothérapeutique qui un peu différent du laisser-faire libéral et anglo-saxon. Ils considèrent que c'est comme cela que l'on résoudra les problèmes, qu'on aplanira les oppositions et les conflits, en clair que l'on soignera. La contrainte qu'ils s'infligent et dont ils chargent l'État est : que personne ne se sente exclu, stigmatisé (étonnant quand on pense que c'est la définition même de la religion, surtout quand elle se rigidifie !). Je devrais rajouter que c'est vrai pour le domaine sociétal seulement, car pour ce qui est du domaine de l'entreprise, du domaine économique, c'est tout simplement le contraire qui est valorisé à travers un langage de guerre et son cortège de blessés et de morts auxquels il faut s'habituer !

Dans ce projet thérapeutique, il y a une injonction faite à la population d'être de même accueillante, tolérante, indulgente, etc. c'est cohérent puisque c'est ça dans leur esprit qui soignerait. Ce faisant, la pensée bienveillante impose à ladite population un rôle de contenant solidaire de sa stratégie thérapeutique. Stratégie qui n'est pas mise en débat tellement elle va de soi. Et c'est là le retournement qu'il est important de repérer : si cette population rechigne à s'en tenir au rôle attribué, alors c'est à elle qu'il sera reproché sa violence, sa haine, etc. à l'égard de la partie à accueillir, à soigner. C'est elle, son comportement, qui deviendra le problème. Donc le problème c'est : le Racisme, la Stigmatisation et l'Amalgame qui sont devenus de véritables interdits de pensée ou injonctions à se taire.

Je conteste pour ma part cette posture politique qui se drape dans la tolérance. La tolérance est l'autre face d'une même pièce qui est frappée de l'intolérance. C'est-à-dire que l'on est tolérant parce qu'on est capable d'être intolérant. La tolérance fait suite un jugement, une évaluation qui fait basculer d'un côté, mais possiblement de l'autre.

Beaucoup confondent la tolérance avec l'indulgence qui est l'aptitude à pardonner les fautes ; mais si elle est importante pour l'éducation des enfants, l'indulgence ne peut être un principe de droit constitutif de l'organisation sociale. Il y a ensuite le laisser-faire libéral, pas d'entrave au désir individuel, pas d'entrave à la libre entreprise. Ce laisser-faire anglo-saxon qui nous grignote. Puis l'indifférence, que mes étudiants confondaient avec la tolérance dont ils s'affublaient, qui peut être alimentée par notre sentiment d'impuissance et la condamnation implicite actuelle de tout jugement moral. La morale n'est pas en odeur de sainteté notamment chez les jeunes, mais la gauche aussi qui la trouve réactionnaire, voire fasciste. Il y a enfin la lâcheté, c'est-à-dire une évaluation de la situation, mais un renoncement à intervenir, et c'est l'apanage d'une partie de la gauche au nom du différentialisme culturel.

Oui la laïcité c'est la tolérance, car tout n'est pas toléré puisque tout n'est pas tolérable. Il est assez décourageant lors de débats d'entendre des gens qui acceptent tout vous dire qu'eux sont tolérants et laisser entendre que vous ne l'êtes pas.

Je crois que les psychologues et psychanalystes ne sont pas pour rien dans ce glissement. La vulgarisation d'un certain nombre de concepts et la posture savante prise, amènent naturellement les lecteurs-auditeurs-téléspectateurs à une identification à la posture psy et à une utilisation maladroite des concepts. Il y a aussi un quiproquo sur ce que serait un dispositif thérapeutique, car ce n'est pas un lieu sans contraintes, sans limites. C'est justement parce qu'il y a des limites qui nous protègent que l'on peut penser à moindre danger.

Je crois qu'il y a une gymnastique intellectuelle difficile à réaliser : je peux vouloir quelque chose à titre personnel, et pourtant devoir le refuser si je représente le peuple, c'est-à-dire si je dois voter au nom de l'intérêt supérieur du collectif. Le peuple n'est pas l'ensemble de la population.

Je finirai par illustrer ce glissement de la pensée politique vers une posture prétendument thérapeutique avec l'affaire Merah. La presse a parlé des actes fous de ce jeune français. Diagnostic officiel. Toute interprétation différente des faits étant un amalgame et donc islamophobe. Mais ce faisant c'est un interdit de pensée qui a été prononcé. Ce qui montre bien les limites du fantasme d'une politique qui se voulait thérapeutique d'ailleurs. Ne pas faire d'amalgames ? Bêtement, j'ai pensé qu'il s'agissait de dire à nos concitoyens de ne pas faire d'amalgames entre des enfants juifs, des civils ou des militaires, et la politique d'un gouvernement. Eh bien non, il ne s'agissait pas de cet autre diagnostic ! Nous voulons tellement ne pas hurler avec les loups noirs...

Nous avons relayé la réaction indignée des musulmans : *nous n'avons rien à voir avec ça !* Alors que la question thérapeutique au possible était au contraire : *qu'est-ce que nous avons à voir avec ça ? En quoi notre religion, notre texte sacré, notre discours peuvent-ils induire des réactions de ce type ?* Ces invitations à se penser chacun devait/devait se les poser, les musulmans d'abord, et pour cause, mais pas seulement. Chacun dans son foyer devait être renvoyé par les politiques et les religions à cette question. D'ailleurs c'est bien ce que l'on fait spontanément quand un de nos enfants fait quelque chose qui ne nous va pas, on se demande ce que l'on a fait, on cherche sa part de responsabilité. Et bien là non, la culpabilité nous la gardons pour l'État. En nous interdisant cette question, nous méprisons ces morts et leurs familles bien sûr, nous révélons aussi la faiblesse de notre dispositif politique qui est incapable de nous confronter collectivement à la complexité, tout en révélant simplement notre lâcheté. Quoi de plus déprimant que les marches « plus jamais ça » ? Mais elles sont terriblement symptomatiques de l'intégration par la population de son impuissance ; il faudrait plutôt inventer les seating-diagnostic « Comment cela est-il arrivé ? », ou « Qu'est-ce qu'on a à voir avec ça ? » ou « Qu'est-ce qu'on a fait/pas fait ? ». Les associations de gauche n'ont pu faire qu'une manifestation contre le terrorisme où le terme de laïcité n'a pas été employé dans l'appel pour ménager ... qui ? Quoi ?

3 QUELQUES PROBLÈMES SUPPLÉMENTAIRES DONT ON PARLE

Je rappelle d'abord que la laïcité c'est le respect des personnes et pas des croyances qui elles peuvent être interrogées, contestées, voire condamnées. Sinon nous sommes des libéraux anglo-saxons. Le terme d'islamophobie comme racisme est un piège qu'il faut déjouer : un cheval de Troie.

Je commencerai spontanément par la question de l'apostasie. La condamnation pour apostasie conduit parfois à la mort, survivance des sacrifices humains donc, elle est contraire à la liberté de conscience et au principe d'égalité⁸. Nous devons la condamner et demander aux croyants de la condamner explicitement.

Nous ne pouvons parler de rien sérieusement si nous ne commençons pas par la condamnation collective de l'apostasie, car ce ne peut être ni une pratique publique ni une pratique privée. Mais par un retournement surprenant qui mériterait une longue analyse, ce sont les laïques qui sont accusés d'intolérance ! Des religieux qui ont figé toute pensée critique voudraient nous interdire de

⁸ En Algérie les intégristes se sont débarrassés des intellectuels avec des fatwas pour apostasie sans que cela ne trouve grand écho chez nous.

penser et figer ainsi les croyances dans le temps. « *C'était un temps déraisonnable, on avait mis les morts à table* » disait Aragon. En effet, le culte obsessionnel des ancêtres immobilise tout, c'est donc une manifestation de la haine envers la jeunesse. Or nous avons la mission d'être fidèles... à nos enfants, la vie qui vient, et la liberté d'être ingrats avec nos ancêtres. L'ingratitude la jeunesse n'est pas un défaut, c'est le sens de la vie si la vie a un sens. Le discours sur l'importance des racines est un discours de haine qui s'ignore, mais pas toujours, à l'égard de la jeunesse. En plus d'être faux, car les hommes ne sont pas des plantes.

Les mutilations sexuelles, faites aux filles, mais aussi aux garçons. Les croyants doivent y renoncer aussi au nom de la laïcité c'est-à-dire au nom du droit de l'individu à disposer de son corps. Par ailleurs, je note combien nombre de jeunes gens sont seuls face à ces menaces, abandonnés à leur sort par les travailleurs sociaux impuissants et par des politiques d'une prudence coupable.

Même chose pour **les mariages forcés des filles... et des garçons**, qui peuvent être assimilés à de l'esclavage. Nous avons laissé ces jeunes filles (elles surtout se plaignent) bien seules pendant des décennies et je peux en témoigner dans ma pratique. Il y a un déni total en ce qui concerne les garçons comme s'il était dans leur nature d'être en érection et donc de violer une jeune fille, cela sans se violer soi-même⁹ ! C'est une honte totale qui se poursuit alors même que nous discutons de la parité entre grands diplômés dans les conseils d'administration.

L'halal, le casher, dans les institutions. Les concepts de pureté/propreté, mais aussi les questions de variation de l'identité et la fétichisation en font un débat à grand enjeu symbolique. Ce n'est absolument pas une question anecdotique qu'il faut traiter à la légère et les militants religieux l'ont bien compris, car ils en font leur cheval de Troie. La viande halal, c'est-à-dire saignée¹⁰ puis purifiée suivant des codes, est propre à la consommation évidemment, on peut tous en manger sans risque, le porc aussi d'ailleurs même s'il n'est pas purifié. Ce qui fait la différence (indépendamment de la condition animale) c'est l'intervention d'un religieux... rémunéré.

L'État ne peut pas payer pour l'intervention d'un religieux qui purifierait la viande. Je ne l'imagine pas, mais je n'imaginai pas non plus que l'on puisse jeter de nos cantines des produits possiblement interdits religieusement comme cela s'est passé l'année dernière.

Bien sûr, si je vais chez des amis ou à l'étranger, je peux manger halal sans problème, le fait que la viande soit purifiée est indifférent pour son goût, mais au restaurant ou chez moi je peux refuser de payer pour cette purification sans être traité d'islamophobe ou d'anti-juif.

Beaucoup de gens ne voient pas de problème avec la consommation de viande purifiée, car ils ont une conception laïque de la viande c'est-à-dire qu'il la pense en terme de propre ou impropre à la consommation. Ils négligent la dimension symbolique de cette pratique qui est une véritable bombe à retardement.

Le voile. On parle du port du voile, mais je pense que la question qui nous est posée c'est plutôt le retrait du voile et non pas son port. Je comprends qu'au nom du droit à sa singularité et du droit de

⁹ Ce qui n'empêchera pas de reprendre mais pour d'autres combats la phrase de Marx : un peuple qui domine un autre peuple n'est pas un peuple libre.

¹⁰ Il était indispensable de saigner les animaux dans le désert pour des raisons d'hygiène et de conservation, ne pas le faire était dangereux. C'est moins nécessaire maintenant que nous avons des frigos. Bien sûr il y a aussi la croyance animiste ancestrale qui dit que l'âme est dans le sang.

vivre sa religion on puisse vouloir porter ce signe qui pourtant est stigmatisant¹¹ : mais l'important pour vivre en société est de respecter des interdits de la communauté des Hommes. C'est-à-dire que les lois des Hommes doivent être premières par rapport à la loi divine dans l'espace public. En demandant à des femmes d'ôter leur voile dans certaines circonstances, c'est cet accord qu'on leur demande. Le jour où les femmes retireront leur voile aisément, en fonction des situations sociales, alors elles pourront le porter également aisément. Rappel tout de même, puisque la laïcité est tolérante, donc jugeante, elle peut interdire des signes pour leur seule signification même s'ils sont discrets : par exemple la croix gammée. Et donc d'autres.

Je pense à la question du voile dans les accompagnements scolaires. De mon point de vue ce n'est pas le signe ostensible qui pose problème, mais bien ce qu'il est censé impliquer. Les femmes concernées acceptent-elles de donner du jambon aux enfants, de se retrouver seules avec un homme accompagnateur, de se jeter à l'eau sans leur tenue pour sauver un enfant, de les accompagner à la piscine, de manger suffisamment pour assurer leur rôle de surveillance ? C'est un problème de santé publique plutôt que de liberté de conscience. Enjeu du diagnostic toujours.

Si l'on rappelle cette exigence de préséance, on pourra s'apercevoir que nous avons des problèmes dans bien des pratiques professionnelles ; je pense à des médecins dans les plannings familiaux, je pense à des éducateurs, qui déclarent que la loi de l'institution vient après celle de leur dieu.

J'apprends récemment que des femmes juives utilisent une perruque pour cacher leurs cheveux. Certains s'en plaignent comme d'une tromperie qu'il faudrait interdire si l'on veut être équitable. Curieusement peut-être je trouve cela plutôt bien joué. La perruque est un objet à double face, réellement et symboliquement. La face interne cache les cheveux, ce qui répond à la prescription religieuse, et la face externe donne à voir ce que la société veut voir, c'est-à-dire des cheveux dont on n'a jamais dit que ce devait être les vrais. Peut-être que les perruques deviendront le vecteur d'une démarche laïque, car il n'y a pas de prescription religieuse à porter une perruque, me semble-t-il. Bien sûr cela ne marchera plus avec une combinaison de bain moulanse couleur chair, mais seulement pour des raisons d'hygiène. Avec la perruque il se pourrait que le débat devienne drôle ce qui nous ferait du bien. Il demeure la question du début c'est-à-dire l'acceptation de se comporter en laïques.

Je ne vais pas traiter de la question de la mixité, car elle déborde sur un autre débat. Simplement dire que la mixité n'est pas de mon point de vue une déclinaison du principe de l'égalité et aurait mérité d'être rajoutée à notre frontispice républicain, car elle est partie de notre laïcité. Même si elle n'est pas sans poser un certain nombre de problèmes du point de vue psychologique.

Pour finir. À ceux qui posent la question, et j'en fais partie : Peut-on quand même mener notre vie telle qu'on la conçoit dans cette société ? Je répondrai que la formulation n'est pas correcte, car elle ne dit pas les limites de cette demande toute légitime par ailleurs. La limite est bien de rajouter, dans le respect de la préséance dû à l'autre. On peut être sdf volontaires, fous dans la cité, nomades dans les bois, croyants, athées, etc., mais on n'a pas le droit de demander d'être exempté du droit commun. C'est lui qui nous lie et qui fait société.

Vienne 38
août 2014

¹¹ Je rappelle le livre poignant de la féministe algérienne Wazila Tamzali, *Lettres d'Alger*